

ANTIDOTE

Snyperfen
Union
Syndicale
Solidaires

PRIMES MODULEES...



...UN PIEGE POUR LA FORESTERIE

SOMMAIRE

	Page
Editorial	1
Pour continuer	2 - 3 - 4
Droit de réponse	5
CTP perturbé, année 2008 agitée	6 - 7
Prestations cuvée 2008	8 - 9
La partition de l'ONF	10
Médiation	11
Ce qui à présent ici a lieu	12 - 13
Brèves	14 - 15
Se regrouper ou disparaître	16 - 17
Qu'est-ce qu'un agent patrimonial ?	18
Trop robot pour être vrai	19
Protéger une plante rare	20
Brûler des fagots	21
L'arbre qui cache la forêt	22
Décroissance	23
Le code du travail massacré	24
Vous êtes responsables de la situation	25
Aujourd'hui plus que jamais	26
Le rap de l'UT paumée	27

Citoyens, on veut nous lier et nous abrutir pour rendre nos défaites plus faciles. A voir avec quelle complaisance on vous entretient du sort des oppresseurs ; on serait tenté de croire que l'on s'embarrasse peu que nous soyons opprimés ...

Saint-Just

EDITORIAL



Occuper tout le terrain de l'info est un exercice convenu pour les médias convenables dont la concentration entre les mains de quelques-uns nous interpelle.

De fait, tous les pouvoirs autoritaires s'appuient toujours sur une étroite maîtrise de l'information. Peut-on en déduire que s'accaparer les médias révèle une agressivité croissante d'un pouvoir " décomplexé " ? La limite entre propagande et information est où ? Autrefois la lecture était réservée à l'élite. Est-t-il plus facile aujourd'hui de s'y retrouver en ces temps d'inondation ?

En sommes-nous réduits à observer docilement, persuadés que tout nous échappera de plus en plus ?

Sommes-nous attachés à notre niche en attente de la bouillie du chef ou friands de baies sauvages ? Sommes-nous libres ou domestiques ?

En tous cas la liberté de penser et de s'exprimer se mérite. S'informer, lire, écrire et vivre par soi-même est exigeant.

Le nouveau média Internet est un outil merveilleux certes. Notre réseau syndical demeure néanmoins notre meilleure outil de réflexion collective.

Rappelons ici qu'écrire pour ANTIDOTE est un choix d'émancipation ouvert aux adhérents du SNUPFEN. Est-il un plus beau symbole de nos capacités à rester debout, divers, dignes et solidaires ?

Merci aux rédacteurs !
Merci pour les éclairages qu'ils nous apportent !

Et bonne année 2008 à toutes et à tous !

Jacques DUCARME





POUR CONTINUER

Une grande messe pour l'environnement orchestrée par l'état, un congrès d'Aproval bois à Dijon, le Nobel de la paix décerné à l'ancien vice président des Etats Unis Al GORE ainsi qu'au groupement intergouvernemental d'étude du climat (GIEC) ; des entretiens de la forêt communale au Sénat, un rapport des Nations Unies sur l'avenir de la planète, une conférence internationale cruciale à BALI pour cadrer l'après KYOTO afin de réduire nos gaz à effet de serre, cet automne fut riche en événements qui nous rappellent à l'urgence écologique. Sir Nicola STERN économiste en chef à la banque mondiale, auteur d'un rapport sur les coûts du changement climatique et pilote du groupe n° 1 du Grenelle de l'environnement auquel siège notre directeur général stigmatise à ce propos le « fiasco complet du marché ». Et pourquoi sommes nous si longs à la détente s'interroge de son côté l'écologiste américain Lester R BROWN ; là encore, même réponse, « parce que notre manière de penser est dominée par les forces du marché ».

Les forestiers en sont à présent bien conscients, des seuils sont franchis et des frontières transgressées dans l'évolution des cycles naturels. En silence des équilibres se rompent, d'autres se cherchent et ce sont les milieux naturels qui semblent décider toujours plus et toujours plus rapidement de nos actes de gestion . C'est un peu comme s'ils étaient les maîtres du temps sans que nous puissions en voir l'horloge selon la formule de Lester R BROWN. C'est dorénavant selon cet imprévisible calendrier que nos activités tenterons avec plus ou moins de pertinence, de s'adapter. Néanmoins, c'est de nos choix politiques que dépendront l'avenir des sociétés humaines en étroite relation avec leurs milieux de vie.

QUATRE SCÉNARIOS

Dans son rapport quadriennal sur l'avenir de la planète le programme des nations unies pour l'environnement a étudié quatre scénarios différents basés sur des choix politiques concrets (consultable sur le site www.pnue.org). On privatise les ressources et les services. D'après l'ONU c'est le pire choix du point de vue de la sauvegarde de l'environnement. Telle est la conclusion du groupe d'experts internationaux qui a planché deux années durant sur le sujet. Ce rapport précise que « les effets cumulés de changements continus de l'environnement peuvent atteindre des seuils qui se traduisent par des changements brutaux et irréversibles ». Dans ce premier scénario donc, l'état s'efface au profit du secteur privé, le commerce se développe sans limite, les biens naturels sont privatisés. S'il assure la croissance économique la plus forte, il se traduit par un impact environnemental jugé insupportable et génère les inégalités les plus grandes ⁽¹⁾. Le deuxième scénario se base sur une intervention centralisée visant à équilibrer croissance forte et efforts importants afin de limiter les impacts environnementaux et sociaux. La troisième voie privilégie la sécurité afin de répondre aux désordres civils et aux menaces extérieures. La quatrième option fait le choix de la durabilité par l'environnement et l'équité. Dans ce scénario les citoyens jouent un rôle actif. C'est cette dernière proposition qui, aux yeux des experts de l'ONU, apparaît préférable au point de vue social et écologique. Elle suppose de consacrer beaucoup de temps à la coopération entre acteurs, une intense diffusion des connaissances et une expertise indépendante ⁽²⁾.

¹ - Pour le moment, c'est le chemin pris par nos économies. Au sommet de Bali, le responsable de la lutte contre le changement climatique constate, des sanglots dans la voix l'échec de cette rencontre. Les améliorations de l'intensité carbonique de l'économie mondiale stagne depuis 2000 après 30 ans de progrès. Cela provoque une croissance inattendue de CO₂ dans l'atmosphère. Plus de 35 % de CO₂ depuis 2000 Kyoto en prévoyait 5. Augmentation également due à la baisse de rendement des puits de carbone naturels (océan , forêt). Il y a 50 ans pour une tonne de Co2 émise 600 kgs étaient absorbés, en 2006 550 kgs et cela baisse... (source académie des sciences américaines 22/10/07).

² Ce qui dans nos pays est de moins en moins le cas « désormais il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai mais s'il est bien ou mal sonnante, agréable à la police ou nuisible au capital . La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience » remarquait déjà en son temps Karl MARX.



Un Grenelle et après

L'ambition du Grenelle de l'environnement fut bridée dès le départ par le cadrage présidentiel ; « les prélèvements du Grenelle iront au financement du Grenelle ». Pour l'heure pas de fiscalité nouvelle, pas de budgets spécifiques, seuls les bénéfices du business vert iront à la préservation de l'environnement. Il permet tout au plus de combler certains retards pris dans nos engagements européens.

L'exemple des pesticides

Notre pays est le plus gros consommateur au monde de pesticides. Dans le cadre du Grenelle de l'environnement une fédération d'associations de protection de l'environnement, l'Alliance pour la planète réclame leur diminution de moitié d'ici 10 ans. Réponse des producteurs – nous les avons déjà réduits de 40 % - réponse à cette réponse – les produits utilisés sont plus actifs, plus virulents, plus toxiques. L'Europe de son côté réclame une diminution de 70 % des substances dangereuses d'ici à 8 ans. Pour le patron de la très productiviste fédération nationale des exploitants agricoles (FNSEA) cette réduction se fera « sous réserve de la mise au point de méthodes alternatives et sans mesures qui nuiraient à la productivité ». Ce sur quoi le ministre Borloo déclare, « Ca se fera le plus vite possible » et notre omni président de clore par un « si possible dans les 10 ans qui viennent »...

Des fruits achetés dans une boutique du parlement européen à Bruxelles ont fait apparaître après analyse la présence de 28 résidus de pesticides dans huit d'entre eux.

Des fraises belges en passant par les oranges espagnoles, les poires françaises et autres abricots et raisin, les prélèvements ont révélés l'existence de 5 résidus de pesticides en moyenne par fruit dont 14 pour les fraises. Six d'entre eux sont des cancérigènes connus, 3 neurotoxiques, 3 toxiques pour le système reproducteur et le développement. Sont également présents 8 perturbateurs endocriniens. Cela n'a pas empêché le même ministre BORLOO trois mois auparavant de soutenir les planteurs de bananes, gros utilisateurs d'un pesticide hautement toxique la chlordacone tout en déclarant vouloir « lutter contre les pesticides ».

Abeilles amies

Bernard Vaissière spécialiste de la pollinisation à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) n'exclut pas la disparition prochaine des abeilles de notre planète. Aux Etats Unis d'Amérique 25 % du cheptel a disparu pendant l'hiver 2006/2007. On y parle de « syndrome d'effondrement des colonies ». En ce qui concerne les abeilles sauvages (1 000 espèces différentes recensées en France), les populations ont considérablement baissées depuis la fin des années 70. De leur sort dépendent pourtant la pollinisation et la reproduction de 80 % des espèces de plantes à fleurs dans le monde et de 80 % des espèces cultivées en Europe. Sont mises en danger le romarin, le thym, la lavande, la moutarde, etc.. les arbres fruitiers : pommes, poires, abricots, amandiers ; etc..., les grandes cultures d'oléagineux, colza, tournesol, et les forêts aussi...

Difficile d'imaginer un repas auquel les abeilles ne soient pas associées de près déclare Bernard Vaissière. D'après lui les épandages de pesticides sont particulièrement destructeurs pour les abeilles, ces dernières ne possédant que très peu de gènes de détoxification.

N'est-il pas trop mal sonnant de conclure ce court chapitre sur la disparition possible de cette espèce emblématique en signalant que 10 % du chiffre d'affaire réalisé dans l'agriculture dépend directement de cette pollinisation et que les pays industrialisés, une fois n'est pas coutume, sont les plus exposés.

Des experts, quel experts ?

Les étudiants de Montpellier en grève fin novembre contre la dérive libérale du service public de l'éducation invitaient leurs camarades à se joindre à eux par cette formule : « coupe ta télé, branche ta cervelle, viens en A G ». Autre façon de dire, sois acteur de ta vie en étant exigeant sur tes sources d'informations.



En 2004 une association de chercheurs nord américaine publie une enquête dévoilant comment l'administration Bush manipule l'information scientifique lorsqu'elle ne correspond pas à ses buts politiques (Le monde du 21/02/2004 et le site www.ems.org/climate/pentagon-climate-change.pdf). C'est le chemin qu'emprunte aujourd'hui notre pays. Le récent prix Nobel de physique Albert

FERT déclare en effet à la presse : « j'ai envie de dire à notre ministre (Valérie PECRESSE) d'éviter une approche idéologique... de la recherche scientifique ». C'est suite à l'annonce du plan stratégique du centre national de la recherche scientifique (CNRS) au sein duquel A FERT siège au conseil scientifique, qu'il tient ses propos. Relayés par le président du comité national du CNRS lui même, Yves LANGEVIN, qui envoie un courrier à un millier de ses collègues chercheurs pour les prévenir ; « le loup est sorti du bois, il faut en informer les collègues ». Il en va en effet de la nécessaire autonomie scientifique par rapport au politique s'offusque le sociologue Thierry WOLTON Cette autonomie constitue en effet un vrai rempart face aux obscurantismes de toute nature (politiques, scientistes, économistes, religieux...).

Toutes les thématiques abordées lors du Grenelle de l'environnement réclament et s'appuient à un moment ou a un autre sur de l' expertise elle même nourrie d'informations libres et non manipulées.

A la botte des multinationales ?

Ceux que l'on dénomme « les lanceurs d'alerte » sont le plus souvent inquiétés et sanctionnés. Nous en savons quelque chose à l'ONF où le dépérissement forestier est devenu quasi secret défense et du ressort exclusif de la direction des ressources humaines.

Aux Etats Unis d'Amérique ainsi qu'en Grande Bretagne des lois protègent de tels « trublions ». Une demande express du texte final du Grenelle de l'Environnement concerne la création d'une haute autorité garantissant une expertise indépendante, pluraliste et contradictoire. Les chercheurs craignent en effet que cette protection et l'indépendance qu'elle permet ne leur soit pas garantie et ne disparaisse au cours des ultimes arbitrages gouvernementaux. On peut avoir quelques craintes si l'on en croit Etienne CHOCARD (Le Monde du 24/10/07) : « la puissance publique est achetée par les multinationales. Elles vont nous détruire si on ne les détruit pas. Il faut les affaiblir, les diviser par mille précise t'il ». L'écologiste Lester R BROWN cité plus haut raconte comment le président Roosevelt a convoqué les patrons du secteur automobile américain en 1941 et les a menacé d'arrêter la vente d'automobiles s'ils ne participaient pas à l'effort de guerre afin de briser le fascisme en Europe. C'est de cette gouvernance dont nous avons aujourd'hui besoin assure l'écologiste New Yorkais.

LORSQUE DIJON NOUS MONTE AU NEZ

Le Bois International du 17 novembre dernier nous annonce la tenue du 6^{ème} congrès d'Aprovalbois. Il paraît, selon les termes de cette revue que « le marché volontaire des émissions du Co2...possède... une valeur marketing non négligeable. ». Il s'agit de déterminer la place du bois dans un futur marché du carbone, «marché dont tout le monde parle, mais à propos duquel rares sont ceux qui savent exactement de quoi il retourne. » y est il précisé. Les meilleurs spécialistes en la matière sont paraît il présents dont un certain Claude Allègre auteur d'un livre intitulé « ma vérité sur la planète » aussi convaincu du réchauffement de la planète que le Président Bush qui vient spectaculairement de faire capoter à Bali un sommet crucial concernant notre avenir à tous.

Etait également présent au débat inaugural du congrès de Dijon intitulé « dimension politique et grands enjeux », notre directeur général lui même.

Souhaitons vivement qu'il ne soit point trop complice à son tour du « fiasco complet du marché » ni trop illusionné par les mystifications scientistes d'un Allègre et convaincu par la remarque formulée par notre président de la république à l'issue du Grenelle de l'environnement ; « Notre modèle de croissance est condamné ».

DROIT DE REPONSE

Samedi 8 décembre paraissait un article dans l'Est Républicain, sur le « carnage de la forêt », avec en couverture une photo montrant une entrée de parcelle forestière avec quelques ornières bien boueuses, tout ceci dans une commune du Haut Doubs nommément citée. L'article incrimine notamment les exploitants forestiers et les débardeurs, mais aussi, pêle-mêle, la faute à pas de chance, la météo calamiteuse, la course au rendement ...



Je n'avais pas vu cet article, c'est un élu de commune forestière qui m'en a parlé, ça en a choqué quelques-uns paraît-il.

Je ne sais pas si les ornières décrites avaient effectivement une profondeur d'un mètre mais cet article soulève une nouvelle fois le problème récurrent des dégâts d'exploitation et de la gestion des récoltes de bois en général .

Bien sûr, nous sommes des praticiens au contact de la réalité quotidienne et nous savons que des ornières sont parfois incontournables, surtout avec des cumuls de précipitations énormes, en tout cas acceptables lorsqu'elles sont limitées aux pistes et aux cloisonnements.

Mais nous observons aussi que des dérives de plus en plus fréquentes ont lieu, notamment avec des circulations d'engins lourds (plus de 15 tonnes) à l'intérieur même des cloisonnements dans des forêts au sol argileux et profond, donc fragile.

Le problème est sans doute plus complexe qu'il n'y paraît : de nombreux facteurs se croisent et s'accumulent, et la résolution d'un seul de ces facteurs ne résout pas le problème. En effet, les contraintes pour les exploitations résineuses dans la zone d'altitude supérieure à 1 000 m, imposent des périodes très courtes pour extraire un volume considérable. Ce volume n'est peu ou pas mobilisable en hiver, au printemps (neige, chablis, bûcherons occupés plus bas en altitude...), ni en été, période pourtant plus favorable pour les sols moins détrempés (les acheteurs ne veulent pas de bois coupés en été). Reste évidemment l'automne, où s'engage alors une course de vitesse, pour mobiliser ce volume énorme en un temps record, que ce soit en prévention ou en bloc, avec des conditions climatiques difficiles et la neige qui menace...

Là-dessus s'ajoute le problème des modes de vente, de la qualité des équipes de bûcherons, de leur disponibilité, des appels d'offres qui tirent les prix et la qualité vers le bas, la tentation de chercher le moindre petit bout de bois-énergie, etc... On le voit à ces exemples, toujours répétés, chaque acteur a une part de responsabilité : les communes, qui privilégient des modes de vente non adaptés ou recourant trop souvent lors d'appels d'offres aux moins disants, les acheteurs qui ne jouent pas le jeu pour une meilleure répartition des exploitations dans la saison, qui imposent des délais de livraison en une semaine, et nous gestionnaires, qui n'avons pas toujours les moyens ou la volonté de faire respecter certaines règles élémentaires de qualité des exploitations .

Certes des progrès ont été réalisés notamment en termes d'infrastructures, de cloisonnements et en commercialisation. Par exemple, les nouveaux contrats bilatéraux devraient permettre de mieux répartir la saison de récolte, et une sélection plus rigoureuse des ETF est en cours, en leur accordant aussi des prix à la hauteur des prestations demandées. Mais le fond du problème réside encore et toujours dans la recherche, par tous les intervenants, du plus grand profit économique à tirer sur la ressource bois, tout en affirmant haut et fort que c'est une gestion durable et multifonctionnelle.

L'intérêt social ou environnemental demandé, fort justement par le journaliste dans cet article, est encore et toujours en contradiction avec la recherche du profit immédiat. Les personnels de terrain ont en commun la difficulté de concilier l'inconciliable, et les résultats assignés à chacun d'entre nous par les contrats d'objectifs sont, et seront toujours, de nature purement commerciale.

CTP PERTURBE, ANNEE 2008 AGITEE

Dernier CTPT pour notre DT, il avait envisagé de prendre le pot de l'amitié avec les organisations syndicales. Face au non-respect du contrat de plan par la direction et à une nouvelle suppression de postes prévue pour 2008, les syndicats ont claqué la porte en cours de matinée. Encore une fois le DT va nous accuser de gâcher la fête.

Ca part mal

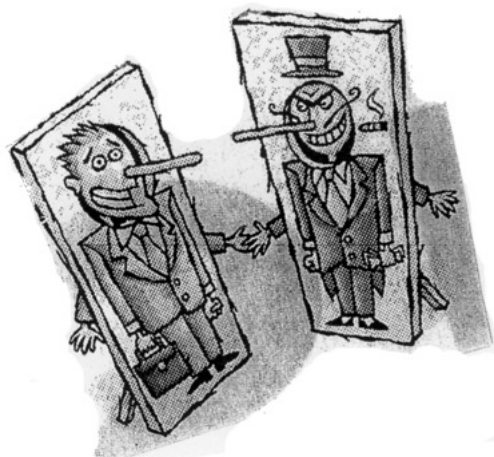
Avant même le début de la séance le climat est tendu, depuis quelques temps les documents préparatoires arrivent au compte goutte et de plus en plus tard, dans ces conditions il est extrêmement difficile de préparer convenablement la réunion. Cette fois ci l'envoi des documents a battu tous les records, une partie est bien arrivée dans les temps soit 9 jours avant le CTP mais certains nous sont parvenus 3, 4 jours avant, voire même la veille pour un document rectificatif. Les organisations syndicales décident donc de ne pas ouvrir le CTP à 9H00 mais souhaitent obtenir du DT des engagements en matière de délai, de suivi des avis et la tenue d'un nouveau comité début janvier concernant les points qui n'ont pas pu être préparés faute de documents arrivés dans les délais. Après un temps de discussions, la rédaction d'un texte récapitulant nos demandes et l'obtention de garanties de la part du DT, la séance peut débuter.

Ca ne s'arrange pas

Le premier point à l'ordre du jour est traditionnellement, après l'approbation du PV de la séance précédente, l'observatoire de l'emploi, pas de chance pour le DT c'est un sujet qui a de quoi attiser notre colère. En effet le bilan n'est pas élogieux :

- effectif cible 2006 : 586 ETP, effectif réel 577 ETP, soit 9 postes de moins
- effectif cible 2007 : 580 ETP (alors que le DT réclamait un effectif de 586 ETP pour le contrat 2007), effectif réel 569 ETP, soit 11 postes de moins
- effectif cible 2008 : 575 ETP, soit 5 postes supprimés par rapport à cette année
- rappel effectif 2002 : 636 ETP, soit 67 postes de moins qu'à cette époque.

Le SNUPFEN, suivi des autres organisations, insiste sur le non-respect du contrat de plan de la part de l'Etat et de l'ONF. Lors de la signature du contrat en juin 2006 le deal était clair : pas de valeur ajoutée égale suppressions de postes, la direction voulait nous faire croire que nous avions notre avenir en main, si le contrat était rempli les effectifs seraient maintenus. C'est dans ces termes que la direction vantait ou vendait le contrat aux personnels. Nous n'étions pas dupes et le SNU avait annoncé que valeur ajoutée ou pas, des postes seraient supprimés. Un an après le début du contrat c'est bien cette situation qui s'applique, la valeur ajoutée est largement au rendez-vous, les objectifs sont dépassés. Pour les suppressions de postes aussi ils sont dépassés, moins 11 postes sur la DT en 2007 et encore moins 5 l'année prochaine sans compter les futurs postes vacants.



Lors du CTP, le DT a tenté de nous expliquer que nous n'avions pas compris le contrat, alors qu'au contraire nous l'avions trop bien compris, et que nous devons nous estimer heureux en cette période de fortes suppressions de postes de fonctionnaires car nous étions moins touchés que les autres services publics.

Le ton a ensuite monté, le DT nous reprochant de déformer ses propos quand nous lui faisons dire que les personnels ONF devraient être heureux de notre situation privilégiée par rapport aux

autres fonctionnaires.

L'ambiance s'est encore dégradée quand le problème des cinq postes supprimés pour 2008 a été abordé, il n'y aurait pas de postes supprimés à l'organigramme mais ils seront pris en compte parmi les postes vacants.

Ca finit en quenouille

La CGT avait fait une proposition d'augmentation de l'effectif de la DT à 586 ETP, le DT ne donnant pas suite à cette proposition, la délégation CGT a alors décidé de quitter le CTPT, puis après une suspension de séance et la lecture de la motion suivante, toutes les organisations ont quitté le CTPT.

Motion Intersyndicale : « En raison du non-respect du Contrat de plan sur les effectifs, de la dégradation programmée de l'emploi qui a et aura des conséquences sur les personnels, en raison enfin, de la mauvaise foi dont fait preuve le Directeur Territorial, tant sur la forme que sur le fond, dans nos discussions, depuis le début de cette matinée, les organisations syndicales unanimes décident de quitter le C.T.P.T. ».

Les objectifs en matière de valeur ajoutée sont remplis voire dépassés, pourtant la situation des effectifs et son corollaire (charge de travail, pressions, stress, objectif, intérim...) se dégradent insensiblement. L'Etat et l'ONF bafouent leurs paroles, comment les personnels pourraient-ils respecter une hiérarchie plus sensible à sa prime d'objectif qu'au respect des personnels et à la gestion durable de la forêt.



Si le sujet de l'emploi n'était pas si grave ni aussi sensible, nous pourrions vous proposer un jeu concours :

Sachant que l'effectif cible 2006 était de 586 ETP et que l'effectif réel était de 577 ETP.

Sachant que l'effectif cible 2007 était de 580 ETP et que l'effectif réel était de 569 ETP.

Sachant que l'effectif cible 2008 sera de 575 ETP.

Combien serons-nous fin 2008 ?

Une fois de plus nous faisons preuve de mauvais esprit et c'est de notre faute si les personnels se sentent mal, nous ne mettrons donc pas en place ce grand jeu concours qui vous aurait pourtant permis de gagner un jour de RTT à revendre.

(Personnellement je parie quand même sur 560 ETP fin 2008).

« Quand j'danse avec le grand frisé
Il a une façon d'm'enlacer
J'en perds la tête
J'suis comme une bête
Ya pas, je suis sa chose à lui
J'lai dans l'sang, quoi, c'est mon chéri
Oh ! Si je l'aime, je l'aime, mon grand frisé ».

(parole et musique : Damia).

PRESTATIONS CUVÉE 2008

Antidote N°70 du mois de décembre 2006 faisait le point sur ce nouvel outil de saisie des programmes de travaux. La version 3 de prestation est en place depuis l'automne, pour les veinards qui ne connaissent encore pas cet outil, présentation du millésime 2008.



Rappel des faits

Motion : Le CTPT de Franche-Comté réuni le 12 décembre alerte la direction générale sur les graves conséquences engendrées par le déploiement de l'outil informatique « Prestations ». Pour l'automne 2007 le CTPT demande une version fiable de l'outil en question, faute de quoi, la DT Franche-Comté se tournera vers une solution alternative.

Il y a tout juste un an le logiciel Prestations était si calamiteux que la DT avait voté avec toutes les organisations syndicales cette motion proposée par le SNU.

Au CTP du mois de juin la direction annonçait de grands progrès pour Prestations et donc que la motion n'avait pas besoin de s'appliquer. L'outil servirait donc à nouveau pour les programmes de travaux 2008 pour la 3^{ème} année sur les agences de Pontarlier, Besançon et pour la première fois sur l'agence du Jura, les chanceux.

Comment ça marche ?

Après quelques semaines d'utilisation par les basiques du terrain, le bilan n'est pas terrible. Les férus d'informatique s'en sortent évidemment mieux que la moyenne, mais l'outil ne leur plaît guère, mal conçu, trop lent sans l'ADSL...

Pour les béotiens de l'informatique la situation est variable suivant les agences, nous ne citerons pas de noms mais ceux qui s'en sortent le mieux sont ceux de la dernière agence arrivé dans le processus.

Dans cette agence presque tous se débrouillent avec plus ou moins de mal avec l'aide des collègues, du chef d'UT, ça marche mais ce n'est pas le Pérou. Sur les deux autres agences un quart des forestiers est autonome, un autre quart se débrouille avec l'aide des premiers et la moitié restante se fait assister par une secrétaire pour la saisie des programmes.

Tu cliques à gauche, tu cliques à droite

En ce qui concerne l'utilisation du logiciel ce n'est pas la révolution par rapport aux années précédentes, même si un effort a été fait. C'est surtout sur la première page qu'il y a un plus au niveau convivialité, car pour la suite le principe reste le même, à savoir une fois la base du programme établi, il faut remplir une succession de fenêtres par ligne de travaux. Lors de la saisie d'un programme, on a la sensation de faire de la forêt virtuelle, on clique à droite, on clique à gauche, on passe d'une parcelle à l'autre, d'une forêt à l'autre.

Pour certains impossible d'imprimer, il y a bien une ligne de maintenance à Paris mais impossible de les appeler quand on utilise le programme puisque tout cela se fait sur le réseau et quand on réussit à les joindre (merci le téléphone personnel) la réussite n'est pas toujours au rendez-vous.

Un collègue est resté deux heures au téléphone car il n'arrivait jamais à imprimer, en fait son



imprimante n'est pas reconnue par le serveur, ou un truc comme ça et au bout de deux heures le problème n'était toujours pas résolu. D'après le collègue de la maintenance parisienne, une cinquantaine de collègues sont dans ce cas et il ne voit pas d'où vient la raison. Solution retenue : des aller-retour à l'UT pour la moindre impression.

Mais le principal écueil du logiciel c'est la lenteur pour les postes isolés, ce qui concerne la grande majorité des agents programmeurs, sans ADSL point de salut. Il paraît qu'on annonce le haut débit sur tous les postes où cela est possible sur la DT, à suivre avec intérêt.

Il faut être honnête, par rapport aux années précédentes Prestations a fait beaucoup de progrès mais l'outil était tellement mauvais qu'il ne pouvait que s'améliorer et même en progressant un peu chaque année il faudra du temps pour transformer une 2 CV en Porsche.

Ca plane pour moi

Prestations est donc loin de donner satisfaction aux personnels de terrain mais par contre

les responsables de services travaux et les RBT vont sûrement l'apprécier pleinement.

Tout est fait pour forcer le programmeur à mettre des majorations supplémentaires : la taille du chantier, la distance, la concurrence de la végétation, l'absence de cloisonnements...

Prestations c'est l'inverse du cubage comtois, avec le cubage comtois on part d'un certain prix et on applique des décotes, avec Prestations on part d'un prix et on ajoute des majorations.

N'empêche qu'à la fin de la saisie du programme, pour celui qui arrive à l'imprimer, les chiffres font peur. Faire un devis avec Prestations c'est réalisable, réussir à le faire signer tel quel par un maire c'est une autre paire de manches.

D'autre-part le déploiement de Prestations va coïncider avec celui des nouvelles agences travaux, cela donne une désagréable impression, celle qu'avec un tel outil les agents ne seront pas indispensables longtemps dans ce nouveau système.

L'outil de programmation et l'agence travaux opérationnels, la filialisation est en route.

Dégustation de la cuvée 2008

La robe : en amélioration par rapport à la cuvée 2007, le nez : pas très engageant, le goût : il a malheureusement le goût de l'odeur, la cuvée s'améliore un peu tous les ans mais on part de tellement loin... Prix, c'est là que cela se gâte en augmentation constante. Prestations est une vraie piquette bien trop chère payée pour sa valeur, à réserver aux snobs, amateurs de produits chers et moches.



LA PARTITION DE L'ONF ?

Le « document de travail » sur l'organisation de la future agence travaux est arrivé. C'est sur cette base que les réunions de concertation auront lieu pour décider le détail de sa déclinaison régionale. Détail microscopique, car comme à l'accoutumée la concertation s'engage une fois le dossier ficelé, on ne sait jamais, des fois que cela aboutisse à un truc imprévu...

Analyse du document de travail

- §1.2 : l'agence n'est pas compétente en matière de démarchage commercial (c'est à dire que les agents devront continuer de présenter les devis aux communes, et l'US Développement ou un service analogue fournit des chantiers à réaliser en OET) ; mais doit répondre aux appels d'offre. De quels appels d'offres s'agit-il ? Des chantiers client P ?

- §1.3 : augmentation de la performance et de la professionnalisation des personnels. Ce qui veut dire à terme une différenciation de plus en plus importante pour les personnels fonctionnaires, de leurs statuts, compétences et rémunérations... ce qui risque de compromettre les passerelles existantes entre services.

- §2.1.1 : les chefs d'équipes sont de nouveaux envisagés chez les OF, avec augmentation de la circonscription du Conducteur de Travaux et/ou attribution de nouvelles missions (entendez encadrement de chantiers spécifiques, voir démarchage commercial).

- §2.1.2 " l'agence travaux est destinataire des appels d'offres de travaux repérés dans le cadre de la veille commerciale. Elle y répond directement."

Plusieurs questions : de quels types de travaux s'agit-il ; sont-ce les travaux type client P ou bien également les travaux sylvicoles issus du programme de travaux ? Qui assure cette veille commerciale ? Qui répond aux appels d'offres ?

- §2.1.3 : les secrétaires pourront toujours au niveau de la facturation travailler pour les deux agences (travaux et territoriale), à condition de faire une facture interne à l'agence travaux du temps passé. Mais cela devrait n'être que transitoire car il est aussi écrit que les agences travaux ne comporteront que les personnels nécessaires au fonctionnement de l'entreprise.

On notera surtout qu'il est répété à maintes reprises, outre la professionnalisation de la future entreprise, que celle-ci répondra directement aux appels d'offres. Si on met en parallèle d'une part que dans le cadre de la loi sur les marchés publics, toutes les communes dont le montant des travaux dépassent 4 000 euros doivent faire appel à la concurrence, et que d'autre part, la comptabilité des temps de PEF devra être complètement distincte, on aboutit à la finalité inéluctable de cette réforme : le dernier verrou attachant l'Agence Travaux au reste de l'ONF, à savoir les agents patrimoniaux à travers la présentation du devis aux communes, doit sauter, l'Agence Travaux devant répondre sur un pied d'égalité avec les autres entreprises de travaux sylvicoles, directement aux communes. (Là où le bât pourra blesser, c'est en Domaniale, où l'ONF gestionnaire devrait mettre en concurrence l'ONF entreprise pour la réalisation des travaux).

Si on ajoute les projets qui planent dans les ministères, de proposer aux fonctionnaires de choisir entre statut de fonctionnaire et statut de droit privé, on arrive à une entreprise non plus interne mais externe à l'ONF dans les cinq ans à venir.



MÉDIATION

La communication et les relations humaines ne sont pas toujours simples.

Entre subordonné et supérieur hiérarchique les échanges gagnent à être compris par différentes personnes.

C'est pourquoi le SNUPFEN a toujours revendiqué la possibilité pour chacun d'être accompagné.

- Dès le CTPT de janvier 2005, la possibilité d'être assisté par un représentant syndical lors d'un entretien est actée.

En outre, la préparation de l'entretien avec l'assistante sociale est ouverte.

- Le volet territorial du projet d'établissement prévoit :

« La situation des personnes en difficulté fera l'objet d'une prise en charge le plus en amont possible. En cas de besoin, il sera fait appel à la médiation ou au coaching. »

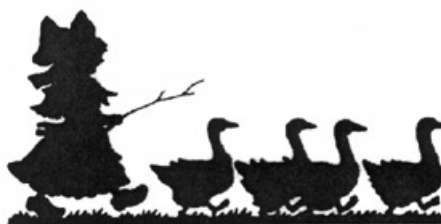
- Suite à l'audit de la DT et de l'Agence de Besançon, **le plan d'action prévoit également que les « personnels pourront être assistés par les organisations syndicales lors de rencontres. »**

- Le CHSCT du 19 octobre 2007 a également validé cette procédure.

Et pourtant un cadre a récemment prétendu décider à la place de la personne concernée et jugé que l'assistance d'un représentant syndical n'était pas nécessaire.

Chasser la nature et elle revient au galop ! Le chéfaillon de droits divins, décide à tout moment du sens des mots pour renier les engagements pris. C'est malheureusement une attitude banale à laquelle nous ne nous habituons pas.

Osons encore espérer néanmoins, que cet épisode est exceptionnel et préférons ne pas y voir une volonté de rompre tout dialogue social.



CE QUI A PRÉSENT ICI A LIEU

Au tournant du nouveau siècle, le prix Nobel de littérature Elias CANETTI dresse en « historien » secret de son temps, un bilan du Thatcherisme en Grande Bretagne.

Pendant la guerre, il y a plus de cinquante ans, l'Angleterre dut son salut au fait d'être une île. C'était *encore* une île, et elle a entre-temps gaspillé ce privilège qui était aussi un formidable avantage.

Elle assume aujourd'hui la succession d'un gouvernement dont l'unique et sacro-sainte recette était l'égoïsme. On était fier de cet égoïsme comme d'une invention nouvelle, une secte de col-blands dont les adeptes se paraient du titre de *busy executives* se propagea dans le pays, s'employant à arracher au pays lui-même le butin qu'on allait auparavant rafler aux quatre coins du monde. L'Angleterre avait résolu de se piller elle-même et engagea à cet effet une armée de *yuppies*. En guise de paradis, mais ici-bas, on promit à chacun qu'il posséderait sa propre maison. Les gens s'activèrent, faisant montre d'une hâte fort peu anglaise, et arrivèrent rapidement à quelque chose. L'Etat déclara fièrement qu'il ne s'occuperait plus de rien, chacun s'occuperait dorénavant de soi, et d'ailleurs, qui voudrait balayer les rues pour les autres ? L'hypocrisie, qui avait été le ciment de la vie anglaise, tomba en désuétude. Et en très peu de temps, un nouveau mot d'ordre se répandit dans les esprits : moi d'abord, que le diable emporte les autres. Il s'avéra alors – je dois l'admettre, à mon vif étonnement – qu'on pouvait prêcher l'égoïsme avec non moins d'ardeur que le désintéressement. Le rôle de grande prêcheuse* fut dévolu à une femme qui rejeta systématiquement tout ce qui pouvait bénéficier aux autres, pour les autres tout était trop cher, pour soi-même rien ne l'était assez. On confia l'eau, l'air, la lumière aux bons soins des hommes d'affaires, et ces biens s'améliorèrent ou se dégradèrent suivant les cas, la plupart du temps ils se dégradèrent ...

Grâce à elle, maintes villes furent ruinées, transformées en objets de dégoût. Les écoles devinrent mauvaises afin que les enfants apprennent au plus tôt à se débrouiller seuls et à ne pas s'embarrasser de scrupules. Les propositions que certains hommes publics avaient faites plus ou moins à contrecœur – parce que l'autre moitié du cœur avait encore voix au chapitre – furent brutalement inscrites dans les faits. Tout homme ayant finalement quelque peine à surmonter la bassesse à laquelle il est naturellement enclin, un soupir de soulagement traversa l'humanité anglaise : elle était soudain autorisée à se montrer aussi vile que l'humanité en général, et dans la mesure où elle y réussissait, elle se voyait en outre couverte d'éloges en provenance des plus hautes instances.

Il m'a été donné de vivre cette époque et de voir mes meilleurs amis sombrer dans la simulation. Ils avaient bénéficié d'une éducation que tout citoyen né dans une autre partie de la planète ne pouvait que leur envier. Cette gouvernante qui prônait le contraire de tout ce à quoi on avait été astreint jusqu'alors les mettait infiniment à l'aise. Soudain, on était *tenu* de se livrer à toutes les ignominies auxquelles on était naturellement porté mais qu'il avait fallu s'interdire jusque là. On ne pouvait qu'être secrètement soulagé : de l'ancienne hypocrisie, il ne restait que la simulation à mon endroit ... J'éprouvais du ressentiment envers ceux qui m'étaient le plus proches, parmi eux des êtres sensibles, excessivement cultivés, écrivaines, écrivains ou, du moins, littérateurs qui, durant une dizaine d'années, sacrifièrent sans retenue à cette idole surgie de l'époque de l'esclavage tout en conservant en ma présence l'intégralité de leur phraséologie noblement humanitaire ...

* Margaret Thatcher, Premier Ministre anglais de 1979 à 1990

Vint ensuite le temps de déplorer le malheur qui s'était abattu sur le pays que l'on n'aimait pas moins parce qu'on en possédait un morceau qu'on ne voulait, en théorie du moins, pas mettre en question.

Mais il y avait aussi une approche historique de la situation nouvelle. Une historienne qui a beaucoup compté dans ma vie et à laquelle je suis infiniment redevable, dotée d'une vivacité d'esprit presque française, issue de l'une des familles les plus créatrice au plan des œuvres de l'esprit et les plus diversement inventives du pays, elle-même grande connaisseuse du si prolifique XVII^e siècle anglais et éprise de la littérature élisabéthaine de la période antérieure me surprit – je ne l'avais pas vue depuis cinq ou six ans – par les propos enthousiastes qu'elle me tint sur la nouvelle période élisabéthaine de l'Angleterre actuelle, placée sous la férule de la gouvernante. Elle avait la conviction d'être dans le vrai, son exubérance que ce sujet n'avait d'égale que son aveuglement, j'en restai interdit – et pour la première fois depuis vingt cinq ans que nous étions liés d'amitié, je lui opposai un sombre mutisme qui laissait transparaître ce que je pensais de ses vaines chimères.

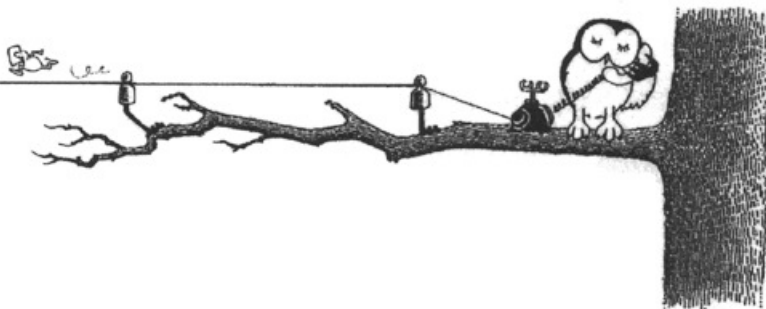
Ce pays est aujourd'hui plongé dans le malheur : ses meilleures institutions qui furent un modèle pour le monde, sont ébranlées : mises en question et ébranlées par la secte de ceux qui y prêchent l'égoïsme depuis 10 ans.

J'ai peine à le croire : sous mes yeux, de son propre chef, non pas du fait de quelque occupation ou oppression étrangère, ce pays court au désastre, tout seul, de soi-même uniquement.



Elias

CANETTI - Les années anglaises – Le livre de Poche : 6 €



elle est la première cause du réchauffement. L'Indonésie rase ses forêts et plantes des palmiers pour alimenter l'Europe en huile végétale. Celle-ci veut passer de 5,75 % d'agrocarburants en 2010 à 10 % en 2020. Les ONG dénoncent l'insupportable pression sur le marché agricole. Au Cambodge, la ressource forestière est du domaine réservé du Premier Ministre et de son entourage qui la transforment en culture industrielle d'hévéas. La forêt tropicale disparaît, au grand dam des agents des Eaux et Forêts qui sont l'objet de tentatives d'assassinat par les milices armées proches du Premier Ministre.

o **Concours administratif et mobilité.** Avant de s'inscrire à un concours, demandez à muter au service RH de la DT. En cas de réussite, Sœur Marie Thérèse s'emploiera à vous garder auprès d'elle. Pour les autres, faites vos valises, ou perdez le bénéfice de votre promotion.

o **Economie, organisation, anticipation.** Chacun à son niveau doit faire des économies de budget. Ce principe a quelque peu été oublié à la tour : avec les nouvelles appellations des services Bois, Forêt... de nouveaux tampons, de nouvelles cartes de visite ont été élaborées et distribuées courant de l'automne. Dernièrement, la DT et l'agence de Besançon ont changé de boîtes postales : tampons, cartes de visite ne sont déjà plus à jour ! Bonjour les économies.



o **ENFIN !** Bonne nouvelle pour notre DRH et sa politique d'élagage d'emplois. Un logiciel de réduction d'effectifs en provenance des USA sera commercialisé dès 2008 dans notre pays. Débarrassée enfin de ses derniers scrupules, elle pourra nous assurer soulagée : « C'est pas moi, c'est la faute à la bécane ».

o **Appel aux cadres :** La casse des services publics du rail suscite aussi la colère des cadres. Dans un courrier à leurs collègues cadres et cadres supérieurs à la SNCF certains d'entre eux s'emportent contre les « consultants mercenaires » qui « accomplissent leur mission sans se soucier des dégâts humains et même économique qu'ils ont appris à nier par les ritournelles rhétoriques de la psychologie de bazar apprises dans leurs écoles de gestion »... Combien d'entre nous passent des journées entières à essayer de recoller les morceaux cassés du fait de leur usine à gaz que les tenants de la privatisation du chemin de fer ont construit avec un seul véritable objectif : casser la SNCF pour en livrer les morceaux les plus juteux aux forces du marché ». Et pour le service public de la forêt, on dit quoi ?

o **Enervement :** Qui n'a pas rencontré au cours du dernier trimestre des personnels énervés, désenchantés et désabusés... et pour cause, ils avaient participé aux réunions sur les métiers de soutien.

o **Sans commentaires** : Dans le numéro 27 d'Info-Franche-Comté on peut lire, concernant le recueil de données naturalistes : « Les données d'observations officiellement transmises par l'ONF diminuent d'années en années alors que le forestier est bien souvent l'observateur privilégié d'espèces extrêmement discrètes et que seule une présence fréquente sur le terrain permet de déceler ».



o **Comprenne qui pourra** : Le rapport de présentation du contrat d'objectif examiné au CTPT du 14 décembre nous apprend que : « La réduction des propositions de DEO (crédit d'exploitation de bois en Domaniale) à 1 770 k€ en 2008 contre 2 146 k€ en 2007 résulte essentiellement de la **forte baisse de la résorption du déstockage des préventes** ». Le message est clair, moins plus moins égal moins.



o **Jeunes cadres dynamiques** : Las de passer pour des râleurs ou d'indécrottables rétifs à l'ONF moderne, les agents d'une UT jurassienne ont saisi l'occasion d'une formation Prestations pour montrer leur volonté d'intégration au management moderne. Rasés de frais, cravatés, sans bottes ni treillis, nos nouveaux VRP de la forêt sont repartis gonflés (au sens figuré) et comptent bien décrocher le prix

de l'UT ayant fait la plus grosse marge pour les travaux 2008.

o **En bateau sur l'eau, Monsieur, voulez vous payer ?**

L'ONF condamné à 2 000 € d'amende pour ne pas avoir fait respecter la loi sur l'eau et avoir « oublié » de mentionner cette contrainte environnementale sur les clauses particulières d'un article. Réaction, toute la hiérarchie haute-saônoise ouvre le parapluie en envoyant une pluie de notes et de recommandations.

Assez de papiers glacés et de baratins sur l'environnement, le développement durable et les normes ISO 14001 qui cachent la réalité du terrain, nous voulons une prise en compte concrète de l'environnement. A quand des FOP obligatoires sur ce sujet ?

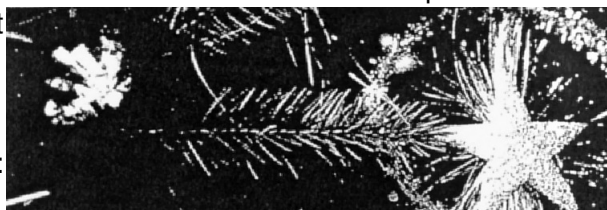
o **Vive l'écoute et la concertation**

S'est tenu, en septembre, un séminaire conviant les personnels techniques des BT de la DT. Au programme, bilan et perspective de l'activité. Ce séminaire fait suite aux demandes répétées des CT déplorant les difficultés rencontrées dans leur travail. L'accent a été mis sur l'importance capitale de multiplier les contacts techniques entre CT et AP. La réponse de la direction commence à prendre forme dans la future agence travaux : les personnels des BT ne feront désormais plus partie des agences territoriales !

o **Chaises musicales suite** : Prenons un dossier, projet routier par exemple. Le technicien du service travaux doit s'en charger, mais part en retraite. Pas de remplaçant (le service doit lui-même disparaître bientôt). Le dossier revient alors à un technicien du service aménagement qui se voit assigner dans un second temps la priorité d'aller en renfort de martelage dans une UT décimée en plus des objectifs de son service. Le dossier piétine et retourne à l'envoyeur, l'UT qui le redonne à l'agent concerné.

Les b. comptez-vous.

o **Déforestation (suite)** :



SE REGROUPER OU DISPARAITRE

Les Mutuelles sous la menace des compagnies d'assurances

Face à la vision libérale de la santé voulue par le gouvernement actuel (déremboursements, forfaits, franchises), les Mutuelles sont contraintes de s'adapter pour ne pas disparaître, tout en préservant leur spécificité : la solidarité intergénérationnelle...

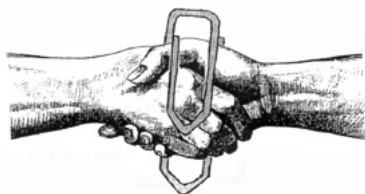
De nouveaux décrets relatifs à la participation des employeurs au financement de la protection sociale complémentaire de leurs employés vont sortir.

C'est par le biais du « référencement » institué par ces décrets, que les compagnies d'assurances pourraient faire leur entrée dans le domaine des complémentaires-santé.

Le constat

L'impact de la réforme de la Sécu engagée par le gouvernement en 2004 produit ses effets pervers sur les Mutuelles, tenues de supporter les transferts de charges imposées par le désengagement de la Sécu.

Parallèlement les Mutuelles sont soumises à des règles de gestion très strictes entraînant des contraintes financières de plus en plus lourdes (marges de solvabilité), générant la disparition des plus petites et des plus faibles : de plus de 5 000 en 2 000, elles sont passées à moins de 800 aujourd'hui ! Une évolution fulgurante des mutations en cours dans le monde de la mutualité ! Les économistes prévoient dans moins de 10 ans une réduction drastique du nombre de Mutuelles à une trentaine seulement...



Enfin, les suppressions d'emplois font baisser les effectifs, et l'allongement de l'espérance de vie entraîne le vieillissement de la population. Il devient urgent de recruter des adhérents jeunes afin de préserver l'équilibre des Mutuelles.

La résistance s'organise

Devant ce défi sans précédent, les Mutuelles ont choisi de ne pas baisser les bras et de réagir, en s'associant pour regrouper leurs forces, survivre et travailler en commun.

Deux Mutuelles accueillent actuellement les personnels de l'ONF : la Mutuelle du Ministère de l'Agriculture (SMAR : 78 000 adhérents) et la Mutuelle Nature et Forêts (MNF : 15 000 adhérents). Elles ont décidé d'opérer un rapprochement avec la Mutuelle Générale des Préfectures et Administrations Territoriales (MGPAT : 200 000 adhérents) et la Mutuelle Générale de l'Équipement (MGET : 260 000 adhérents) : c'est ainsi que naît HUMAVIE en 2006, qui n'est pas un regroupement capitalistique, mais un rapprochement fondé sur des valeurs communes.

L'avenir

Des difficultés existent, dues aux personnalités, aux histoires propres à chaque Mutuelle, mais elles vont s'effacer devant l'intérêt général. Pour le moment HUMAVIE n'est pas une structure opérationnelle, mais elle s'organise et prépare une fusion des quatre Mutuelles, probablement à l'horizon 2010.

Cette stratégie d'union a pour ambition de faire grandir ce nouveau groupe au bénéfice de chacun des adhérents tout en préservant les valeurs de solidarité, de faire face aux défis auxquels sont soumises les entreprises solidaires de l'économie familiale, de faire prévaloir les intérêts collectifs des populations, et d'être suffisamment forts pour ne pas être entraînés dans une dérive purement commerciale qui oublierait les personnes.

Les fondateurs d'HUMAVIE tiennent à rappeler les valeurs de solidarité : l'Humain, la Vie doivent rester au cœur du projet mutualiste.

En attendant, il faudra que les quatre Mutuelles apprennent à travailler ensemble et alignent progressivement leurs prestations afin d'offrir à leurs adhérents respectifs des prestations identiques le moment venu.

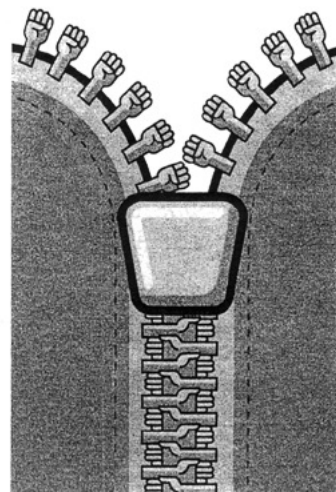
S'inscrivant dans cette démarche d'harmonisation, la MNF (qui est plutôt en retard) vient d'adopter à l'AG 2007 la « nouvelle offre » qui tend à la rapprocher des prestations offertes par les autres Mutuelles d'HUMAVIE.

Les décrets relatifs à la participation des employeurs publics

Les décrets relatifs à la participation des employeurs publics au financement de la protection sociale de leurs personnels, prévue par la loi sur la modernisation sociale de la Fonction Publique du 2/02/2007, viennent de sortir.

Les principes affichés : une protection sociale complètement facultative, dans un régime concurrentiel, avec des « obligations », notamment de solidarité, à l'instar de celles dont se sont historiquement dotés les agents eux-mêmes.

La participation de l'employeur public sera réservée aux contrats garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités, souscrits auprès des organismes mutualistes, des institutions de prévoyance ou des compagnies d'assurance dûment « *référéncées* » ou agréées après un appel public à la concurrence.

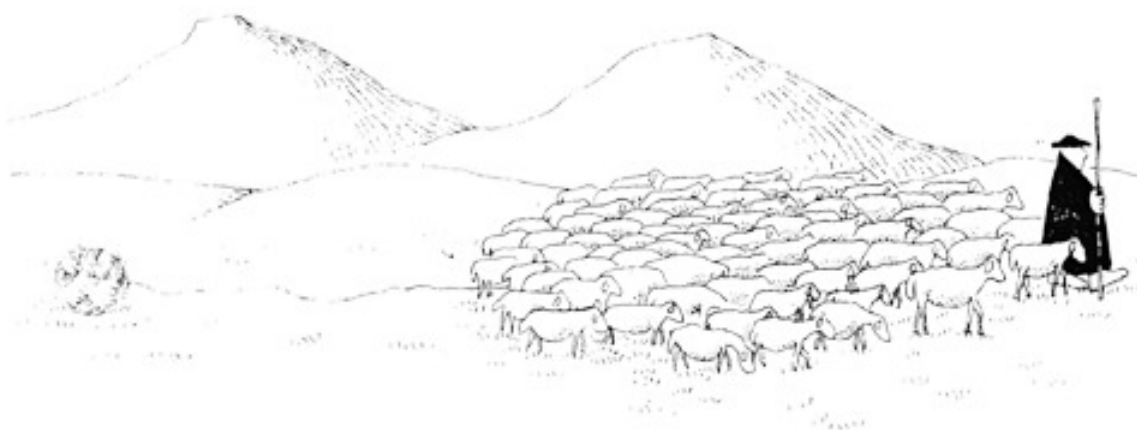


Le référencement

Les employeurs publics vont donc lancer des « appels d'offre » avec un « cahier des charges » auxquelles les Mutuelles comme les compagnies d'assurance pourront répondre, en précisant leurs tarifs et les prestations proposées. Les employeurs pourront alors choisir un ou plusieurs organismes de référence et signer des conventions avec chacun, valables 7 ans.

L'ONF vient d'engager la procédure de référencement, la SMAR et la MNF ont été invitées à se positionner (il est malheureusement trop tôt pour qu'HUMAVIE puisse le faire), mais à notre connaissance les compagnies privées n'ont pas été sollicitées.

A noter que « l'opérateur » retenu devrait bénéficier d'une modeste subvention (de l'ordre de quelques euros par adhérent) de la part de l'ONF.



QU'EST-CE QU'UN AGENT PATRIMONIAL ?

Vendredi 30 novembre, la DRH a réuni 4 syndicats pour définir dans le cadre des études de poste du Comité d'Hygiène et de Sécurité Territorial (CHST), le poste d'agent patrimonial.

Il est vrai que, jusqu'à présent, rien ne permettait au CHST de fonctionner normalement. Est-ce la « crise des marteaux » ou les suicides à l'ONF ? La situation semble débloquée et les syndicats, en présence de la direction, de l'assistante sociale et du médecin du travail se sont mis au travail.

Mais comment mettre en place une étude de poste d'Agent Patrimonial quand on connaît la grande diversité du métier ? Quelle responsabilité est la nôtre dans la mise en place d'une étude qui, au départ doit être menée non comme une fiche de poste mais comme une analyse des risques ? A quoi peut servir une telle étude en dehors du cadre du CHST ?

Toutes ces questions ne nous ont pas empêché de nous atteler au travail sur une proposition du SNUPFEN : la base du travail sera le classeur démarche qualité Nord Franche-Comté.

Le classeur DQ (3,5 Kg et 8 cm d'épaisseur...) a été lu et annoté page par page par l'agent patrimonial représentant le SNU à la réunion.

Si bien qu'à la fin, celui-ci était truffé de petits papillons jaunes marquant l'emplacement de chaque intervention d'un agent patrimonial à tous les échelons de la boutique.

Bref, une façon de visualiser :

l'usine à gaz qu'est la DQ

2- le boulot d'un agent patrimonial qui a intérêt à ne pas mettre les pieds dans le même sabot s'il veut travailler 35 heures par semaine...

La démonstration a semblé impressionner la DRH qui ne s'attendait pas à autant de compétences requises pour le boulot d'Agent Patrimonial.

La réunion fut riche et sera suivie d'autres. En effet, peu de chapitres ont été traités. En plus de cela et malgré son épaisseur, la DQ ne contient pas tout ce que font les agents patrimoniaux.

Nous aurons des surprises... Affaire à suivre...



TROP ROBOT POUR ETRE VRAI

Chers lecteurs, ma contribution volontaire obligatoire (CVO) a eu lieu ce printemps, elle s'intitule sobrement « Démarche commerciale écouter et proposer ». Le cadre où se déroula cette contri(bu)tion fut agréable et spacieux, et c'est bien volontiers et en toute camaraderie cette fois que je confie mon témoignage au comité de rédaction d'Antidote.

L'avenante animatrice de cette journée se présente en exhibant un large panel de ses interventions à l'ONF, qui vont de la gestion du stress à la préparation aux concours, de la conduite de réunions à la formation de formateurs, en passant par le marketing et l'adaptation à l'emploi. Elle connaît bien la maison donc, qu'elle trouve attachante quoiqu'un brin « ancien régime ».

C'est le moment de se présenter, chacun expose son domaine d'interventions, ses préoccupations du moment, quelques doutes, sa détermination. Le tour de table fait ; « merci François, merci Albert, merci Séverine, merci Alfonse, merci Agnès, merci Léon, merci ... ». « On se tutoie » ? C'est ainsi que chemin faisant les ingrédients d'une bonne mayonnaise se présentent comme par enchantement et se voient astucieusement recyclés et recombinaisonnés par une parfaite maîtresse de maison. « C'est quoi un client, c'est quoi une qualité de service ? » Sans y toucher, les objectifs de cette CVO pourront dorénavant être plus rigoureusement et précisément cernés par chacun des présents grâce à l'aiguillon sagace de notre joviale animatrice. L'ambiance est détendue, presque joyeuse, quelques réparties un peu canailles même, soudent un peu plus les éléments d'un groupe qui à présent partage une naissante complicité. De temps à autre, une injonction plus rugueuse vient secouer quelque peu une émouliante euphorie. « Il faut redoubler d'efforts sur les projets ... on n'est pas là pour rendre un service, mais pour vendre des services ! » Mais notre bienveillante attention sera bien vite recaptée par « l'estime de soi » retrouvée, située justement au sommet d'une pyramide dite de Maslow, pyramide ayant pour base la nécessité de bouffer et de se reproduire.

Bref c'est du solide. On apprend en outre, surpris ou amusé, que la distance minimale entre deux locuteurs est en France de la longueur d'un bras, qu'un homme réfléchit aux problèmes avant de causer alors qu'une femme cause d'abord et trouve ensuite une solution ; et que cette dernière gigotte d'avantage que son compagnon. Un détour par le cerveau reptilien nous ramène aux bases biologiques de nos faits et gestes, ce que justement confirme une contribution récente de la Revue l'Entreprise.com intitulée « Pour être un bon manager, observez les grands singes ». Ils sont, nous dit-on, ces singes, des as en matière de prévention des conflits et les mérites et leur reconnaissance, de ces singes toujours, s'opèrent autour de la chasse (aux conventions ? Aux clients P ?). Bref on ne s'ennuie pas une seconde, ça joue gagnant/gagnant grâce à nos modèles les primates. En outre, il paraît, toujours selon Entreprise.com, que les vieux babouins restent utiles à la tribu, ces seniors sont en effet les dépositaires d'une histoire commune et que leurs compétences peuvent se révéler extrêmement utiles en période de crise. Cette journée fut pleine d'enseignement et j'y ai même entendu cette remarque qui m'a mis du baume à l'âme : « on n'a pas tous la même vision du monde ».

C'est par conséquent soulagé que je pense à clore ce petit compte rendu destiné à mes camarades et amis, en précisant toutefois les trois enseignements principaux que j'ai tirés de mon séjour à la ville : j'ai une admiration renouvelée pour le monde animal, le marketing est devenu l'instrument du contrôle social, enfin, tous les sots sont périlleux.

* « Merci Jacques, merci Gilles, merci Jacques », dans l'ordre cités : DEVAL, DELEUZE, PREVERT, pour leurs remarques désintéressées.

PROTEGER UNE PLANTE RARE : METHODE ET ACTION

A titre de mesure environnementale compensatoire au passage de la Ligne Grande Vitesse, Réseau Ferré de France distribue des enveloppes qui peuvent être utilisées à des fins environnementales. La réhabilitation d'une station de plante rare (Lycopode petit-cyprès) dans une ancienne carrière de sable a pu profiter de cette mesure en Haute-Saône.

Cette plante, repérée avant 1995, n'a plus été observée sur le site depuis plusieurs années, sans doute à cause du reboisement naturel de la carrière.

La commune (traversée par la Ligne Grande Vitesse), vient de bénéficier de travaux de réhabilitation du site pour un montant d'environ 9 300 €.

Bien entendu, on ne confie pas de tels travaux à un agent patrimonial sans qu'ils soient encadrés vigoureusement, des fois que les ouvriers coupent la plante rare en question ou qu'ils marchent dessus... Il faut de l'encadrement et des spécialistes qui savent de quoi ils causent. Sans compter que ça fait une petite balade pas trop fatigante qui permet de sortir de son bureau.

Voici donc la liste du personnel présent lors des travaux :

- Office National des Forêts : Le garde (ben oui, c'est par lui que tout est arrivé...), un Ingénieur (chargé environnement), 2 ouvriers forestiers
- Réseau Ferré de France : 4 personnes
- Conservatoire Botanique de Franche-Comté : 2 personnes
- Entreprise de Travaux Public : 1 personne.

Si mes comptes sont bons, onze personnes. Elles ne sont pas venues à pied, à cheval ou en vélo. Mais avec 10 véhicules à moteur qui puent et qui polluent, dont 2 4X4. Ajoutons à cela une pelle mécanique.

L'après-midi, le maire, le représentant de l'association de protection de la nature et 2 journalistes se sont rendus sur le site.

Heureusement, pour des raisons d'économies, le DT, le DA, l'UT, Le Président de la communauté de commune, le Sous Préfet et les écoles n'ont pas été invités. De même, on n'a pas dressé de table et il n'y a pas eu de petits fours... Tout de même la France est en déficit.

Le garde ou plutôt l'agent patrimonial qui garde le patrimoine, c'est ça, n'avait demandé que quelques heures d'ouvrier. Mais la nature mérite mieux n'est-ce pas ?

Quand à l'objet de toutes ces convoitises, la plante rare, on ne sait s'il a été piétiné, écrasé, ou s'il repoussera un jour.

La certification 14001 à l'ONF sert surtout de prétexte à de juteuses conventions. Développement durable qu'il disait ?



BRULER DES FAGOTS OU PRESERVER LA FORET

L'ONF va t-il continuer à mettre en concurrence ses missions de protection et ses intérêts financiers, et pourra t-il encore tenir deux discours si divergents ? Fric, fric d'une part avec mobilisation de tout ce qui se vend ou se brade et environnement de l'autre, PEFC à la clé.

Vous aurez relevé comme nous dans Info-Franche-Comté N° 24 (septembre, octobre 2007) « une étrange machine compresse les rémanents et les transforme en fagots de 500 Kg qui peuvent être ainsi brûlés dans de grandes chaufferies » (forêt de la Verrière du Grosbois).

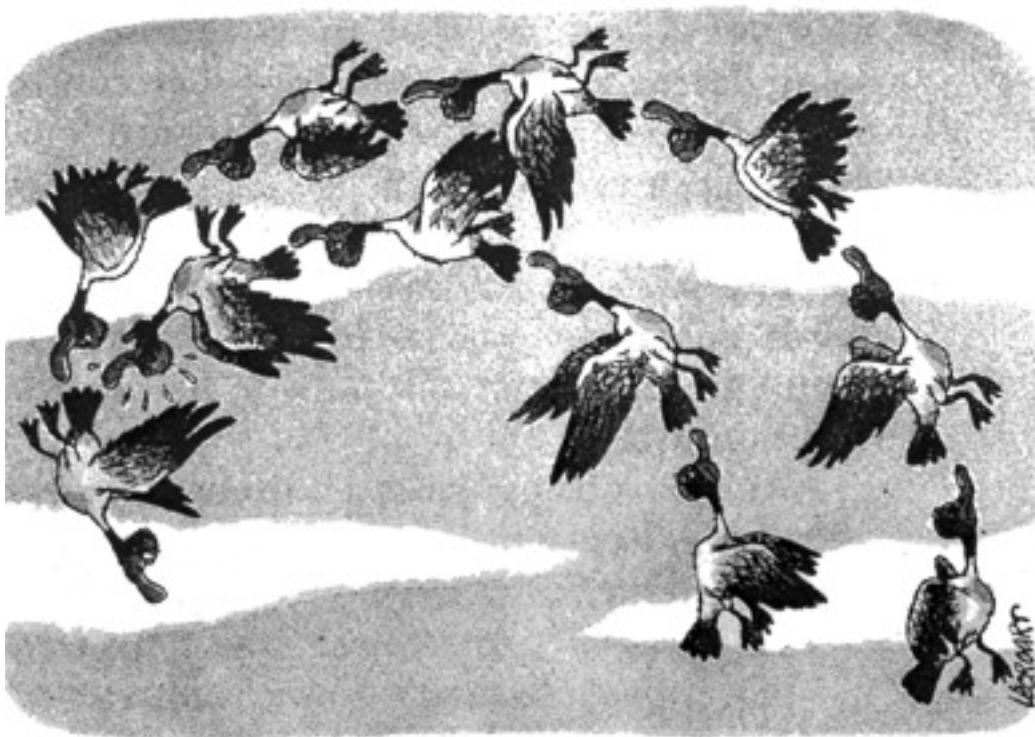
Certes, cela fonctionne bien dans les coupes rases mécanisées des parcelles résineuses, en faisant toutefois l'impasse sur les dégâts occasionnés au sol et sur les monstrueuses ornières qui rendent la forêt impraticable au tracteur ordinaire (cloisonnements certes, mais inutilisables eux aussi).

Et si demain la valeur économique des branchages de feuillus venait à se réduire, et devant l'image positive du bois énergie, le risque est important de voir de telles machines sévir dans nos forêts de plaine et de plateau.

Le prospectus **conservation des rémanents** édité par la DT demande de ne pas les incinérer et insiste sur l'intérêt économique et écologique de leur maintien en forêt.

Le « Rendez-vous technique » N° 15 (hiver 2007) consacre un dossier au bois énergie (p.13) et insiste sur la maîtrise de l'impact de ce type d'exploitation (p.36).

La cohérence des écrits et des actes n'est-elle pas un préalable à notre crédibilité.



L'ARBRE QUI CACHE LA FORET

Depuis quelques temps le gouvernement s'emploie à nous faire croire que le problème principal des français est le pouvoir d'achat. D'autre part le gouvernement aimerait, lui aussi, augmenter son pouvoir d'achat et baisser ses dépenses. Il donc a choisi de supprimer des emplois publics. Comment réaliser les deux opérations en une ? C'est bien plus simple qu'il n'y paraît.

D'une pierre deux coups

Le gouvernement en place avait annoncé haut et fort, au moment de la campagne présidentielle, qu'il fallait réduire fortement le train de vie de l'Etat. Beaucoup de pistes étaient possibles. Le président a choisit de privilégier la plus simple, la plus démago : supprimer des fonctionnaires. Le gouvernement a déclaré également que le pays a besoin de croissance et qu'il faut consommer. Pour cela il est nécessaire d'augmenter le pouvoir d'achat des français.

Depuis des décennies les luttes sociales ont permis d'améliorer progressivement les droits, les salaires, les conditions des travailleurs, notamment en réduisant le temps de travail. Le gouvernement, sous prétexte de revaloriser le pouvoir d'achat des fonctionnaires, a mis en place dans l'urgence et la pagaille (toujours attendre la 2^e ou 3^e note avant d'agir) une mesure permettant à certains agents publics de se faire payer un nombre limité de jours de congés (RTT ou CA). Pour augmenter le salaire des fonctionnaires il existe une mesure simple : la revalorisation du point d'indice. Cependant le rachat de jours RTT permet au président de s'attaquer aux

35H, donc au temps de travail des fonctionnaires et même à l'emploi dans la fonction publique ! Le lundi de Pentecôte a représenté la première occasion depuis des décennies de revenir en arrière par rapport à la réduction du temps de travail, le rachat de jours RTT sera la 2^eme.

De plus, cette mesure est fortement préjudiciable pour l'emploi. Imaginons que 50 personnels de la DT « revendent » 4 jours de RTT cela représente 200 jours de travail soit 1 ETP sur l'année. Le gouvernement fait bien d'une pierre deux coups : augmentation du pouvoir d'achat et suppressions de postes.

D'autre part, la situation est paradoxale. L'ONF ne reconnaît pas les heures supplémentaires et pourtant dans ce cas précis ce sont bien des jours supplémentaires qui vont être rémunérés, à moins que la direction demande aux bénéficiaires de la mesure des tâches supplémentaires. Chiche.

GILBERT DELAHAYE - MARCEL MARLIER

martine

travaille plus pour gagner plus



Cet article n'a pas pour but de fustiger ou juger ceux qui ont choisi de bénéficier de ce système mais simplement de faire prendre conscience des conséquences de nos actes. C'est également l'occasion de souligner l'hypocrisie, le fond tordu du gouvernement et de la direction ONF.

DECROISSANCE

Est-il possible de décroître ?

Décroissance : c'est un mot très fort qui fait peur comme le son du canon. Comment aussi éviter de faire rimer « décroissance » avec « décadence » ?

Il est faux de définir la décroissance comme étant rigoureusement le contraire de la croissance économique, et de l'assimiler à une régression .

Le constat :

On nous serine que la croissance est créatrice d'emploi : plus la croissance est élevée, plus les emplois créés sont nombreux...et plus on devrait être content !

Mais cette croissance-là est indiscutablement l'ennemie de l'écologie (pollution de la terre, de l'air et de l'eau), elle est responsable de l'inquiétante modification du climat (émission des gaz à effet de serre) et de l'épuisement inéluctable des ressources fossiles (pétrole, fer, charbon et autres matériaux plus rares), et de bien d'autres méfaits.

Malheureusement la prise de conscience est lente et les responsables politiques, sous la pression intolérable des lobbys tout-puissants, peinent à prendre les mesures nécessaires.

Mais revenons à la décroissance !

On peut la définir comme un ensemble d'idéaux et de mesures simples et concrètes.

D'abord d'un point de vue intellectuel et philosophique : développer nos idéaux de civisme, de partage, d'équité, de justice et de solidarité...

Ensuite avoir de bonnes attitudes et de bonnes pratiques, concrètement :

- ne pas gaspiller, recycler, partager (donner ce qu'on a en trop),
- coopérer (regroupement de consommateurs), mutualiser les activités, les moyens,
- utiliser les transports publics, pratiquer le covoiturage,
- acheter en priorité ce qui est produit localement, ne pas acheter légumes et fruits hors saison,
- marcher et faire du vélo pour les courts déplacements, rouler moins vite en voiture,
- économiser l'énergie et l'électricité (ampoules et appareils économes),
- isoler les logements, utiliser les énergies renouvelables,
- ignorer la pub envahissante qui nous pousse à consommer toujours plus,
 - apprendre à se passer du superflu...

Ce n'est pas tout. Chacun est capable d'imaginer et mettre en application d'autres idées de décroissance...il n'en manque certainement pas.

La décroissance signifie certainement quelque chose comme « vivre autrement », et non pas revenir à la bougie, comme ironisent nos détracteurs.

Enfin la prise de conscience individuelle n'exonère pas les politiques de prendre leurs responsabilités.



LE CODE DU TRAVAIL MASSACRE

« Plusieurs mois, voire plusieurs années seront sans doute nécessaires pour que ce nouveau code révèle tous ses secrets »

Non, ce n'est pas un journaliste de Canal-plus qui fait ce commentaire mais un des cinq rédacteurs du nouveau code du travail, Christian Redé.

C'est dire qu'il est devenu compliqué, ce code.

Déjà, au départ, c'est compliqué un code, disons-le. Mais alors là, chapeau, de 1891 articles de loi, on passe à 3 652.

Il y avait 271 divisions dans l'ancien, il y en aura 1890 dans le nouveau...

L'année 1990 peut être considérée comme la date de référence du nouveau code. Toute la jurisprudence est gommée. Les articles clés sont abrogés. C'est le recul dans les avancées de notre pays, en matière d'hygiène, de santé, de sécurité, de droits syndicaux...

Les contrats de travail sont de plus en plus précaires avec la permissivité à l'égard du marchandage du prêt de main-d'œuvre, suppression du droit pénal du travail, démantèlement des moyens de contrôles de l'inspection du travail.

Les prud'hommes sont vidés de leur substance. C'est déjà presque chose faite avec la suppression par Rachida DATI de 25 % des tribunaux prud'homaux.

Cela veut dire que 16 millions de français travaillant dans le privé verront leurs conditions de travail se modifier, et pas dans le sens de l'amélioration. Comment accepter de balayer d'un coup 130 années de droit évolutif qui fixe la base de l'état de droit dans l'entreprise ?

Des professionnels, syndicalistes, inspecteurs du travail, juristes, avocats, magistrats, signent des pétitions, des appels contre ce massacre. Qui les entend ? Leurs cris sont inaudibles.

Mais tous ces gens crient en silence. Comme des baleines dans l'immensité de l'océan : ça crie une baleine, mais, faute de décryptage, personne ne l'entend...

Je songe à mon grand-père, vieux syndicaliste chez Peugeot jusque dans les années 50 qui disait : « les patrons ne font jamais de cadeaux ». En tout cas Sarko lui, en fait de beaux cadeaux aux patrons.

Cadeaux aussi pour les patrons voyous de la métallurgie (UIMM) qui rackettent les entreprises pour financer des fonds destinés à indemniser les entreprises « victimes des grèves », ou à « fluidifier le dialogue social » c'est-à-dire payer des pots de vins en liquide à certains, arroser la presse locale, retourner quelques hésitants.

Ils sont tranquilles ces patrons voyous, ils peuvent allègrement se concerter, effacer leurs mauvais coups et se présenter au public, blancs comme neige.

La mémoire de 150 années de luttes ouvrières et sociales ne doit pas être jetée dans la poubelle de l'histoire.



« VOUS ETES RESPONSABLES DE LA SITUATION »

Savourer une dernière fois, les quelques perles de notre directeur territorial.

Lors du dernier CHST (pas celui qui fut boycotté par l'ensemble des syndicats pour cause de « crise des marteaux »), notre DT après nous avoir fait une longue leçon sur l'utilisation des fonds publics, a montré toute la considération qu'il avait pour vos représentants syndicaux, citations :

« C'est l'intérêt des syndicats de refuser de négocier ».

« Ce sont les syndicats qui provoquent la souffrance : à force de dire au personnel que ça va mal, tout le monde finit par le croire ».

« Il y a pleins de choses positives ».

Le refrain est bien connu :

- Si la moitié des agents consultent l'assistante sociale, c'est la faute aux syndicats....
- Si les marchands de bois ne respectent plus les agents, c'est la faute aux syndicats...
- Si on n'a plus d'habillement, c'est la faute aux syndicats...
- Si on est mal payé et si les emplois disparaissent, c'est la faute aux syndicats...
 - Si les agents ne maîtrisent plus l'application des programmes des travaux, c'est la faute aux syndicats...
- Si les objectifs fixés sont irréalisables, c'est la faute aux syndicats...
- Si le personnel diminue, c'est la faute aux syndicats...
- Si les TMS, MET et Maladie de Lyme frappent le personnel, c'est la faute aux syndicats...
- Si la France va mal, c'est la faute aux syndicats...
- Si Sarko invite Kadhafi à l'Elysée, c'est la faute aux syndicats...etc,etc....

Et bien moi, le DT, je ne vais pas le regretter...



AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS

Antidote est né en réaction au premier journal de communication de la direction ONF, *Arborescences*. Les anciens se souviennent du slogan : « *après Arborescences, prenez votre Antidote* ». Il s'agissait déjà de proposer des éléments alternatifs de réflexion et de jugement permettant aux forestiers comtois de maintenir recul et pensée indépendante face aux orientations d'une direction qui savait déjà à l'époque ce qui était bon pour la forêt et pour les forestiers.

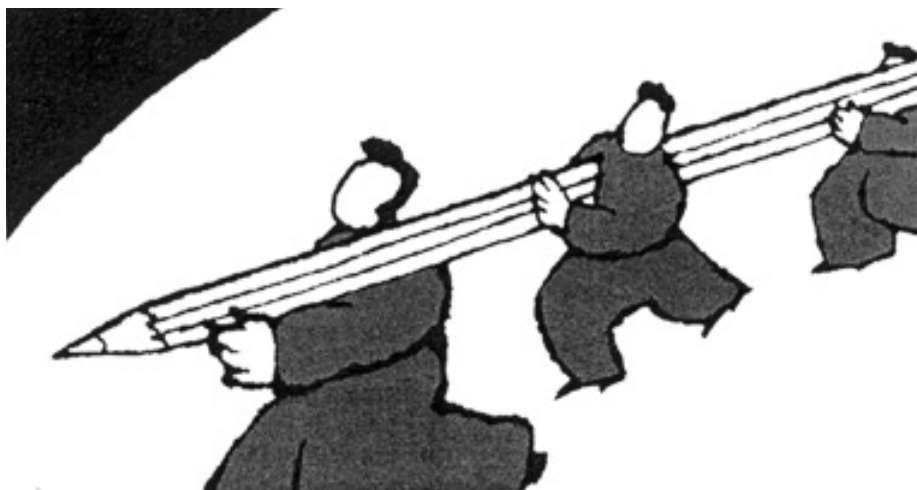
En 20 ans, la communication officielle s'est développée fortement dans un contexte sociétal privilégiant le paraître, elle s'est nourrie des apports pervers du management, jusqu'à devenir propagande d'établissement. Les moyens qui lui sont dévolus sont colossaux, tant sur le plan humain que technologique, à la hauteur du rôle qu'on entend lui faire jouer dans l'entreprise : manipuler la vérité pour manipuler les individus, en vue d'obtenir une paix sociale optimisant la productivité et laissant à la direction tous les pouvoirs.

Face à la machine de propagande de la direction, Antidote ressemble à David devant Goliath. Mais la raison d'être de notre journal croît proportionnellement aux moyens qui sont mis en œuvre par l'administration pour imposer la pensée unique, travestir la réalité et faire taire les expressions discordantes.

Aujourd'hui plus que jamais, Antidote est une nécessité :

- pour faire le lien entre les forestiers franc-comtois.
- pour rire ensemble des situations cocasses de la vie professionnelle.
- pour alimenter des réflexions, professionnelles, éthiques ou sociales.
- pour donner l'importance qu'ils méritent à notre local et à notre quotidien.
- pour contrebalancer la pensée unique suggérée par la direction.
- pour encourager à la responsabilité individuelle et collective et à l'autonomie.
- pour inviter à la sagesse les supérieurs ayant des vellétés de petits chefs.
- pour donner la parole à des expressions confisquées.
- pour promouvoir et mettre en œuvre une solidarité active.
- pour défendre des valeurs démocratiques.
- pour contribuer à l'action.

Alors, pouvons-nous imaginer les forestiers franc-comtois privés d'Antidote ? Ce n'est pas envisageable. Alors, continuons à le faire vivre, en choisissant l'excellence, sans complexes.



LE RAP DE L'UT PAUMEE

Si t'es forestier d'un pays largué, t'es qu'un généré.
De faire partie de communes paumées, on n'a pas idée.
Pas faute de fournir du client « P » à ce pauvre Amédée.
Tu s'ras puni et dégradé, t'auras moins à bouffer.
Pour les primes, tu peux t'préparer à la déprime.
C'est pas en griffant des charmes, que tu nous f'ras croire que tu trimes.
Et pour grossir le portefeuille de ce « Cher Amédée »,
Il faut trouver des têtes à couper.
Lâcher les chiens sur l'UT paumée, lui donne conscience de savoir manager.
Mais notre richesse à nous, elle est dans nos idées,
Et ça jamais on ne pourra nous les piquer.
Sans doute vas tu trouver, que pauvre est ma rime,
Elle est seulement à l'image d'une UT qu'on réprime.
Dans cette société on aurait pu imaginer, qu'un jour l'intelligence vienne à l'emporter.
Au lieu de cela, le fossé n'a cessé de se creuser.
Mais nous, les forestiers de l'UT paumée, on veut miser sur l'optimisme.
Sauf que là, je suis vraiment le con pour la rime en « isme » .
Il est maintenant temps de terminer cette prose.
Sachez que malgré tout, on voit la vie en rose.
Nous sommes bien sûr prêts à progresser mais en gardant l'âme de notre métier.
Venez nous voir dans nos vallées, franchement on n'est pas rancunier.

